

6

**CONTRAT D'AMODIATION ENTRE LA
SAKIMA ET LA SOCIETE D.F.S.A.
MINING CONGO**

CONTRAT D'AMODIATION ENTRE LA SAKIMA ET LA SOCIETE D.F.S.A. MINING CONGO

1. Historique

La Société Aurifère du Kivu Maniema, « SAKIMA » en sigle, a signé en date du 14 septembre 2006, un contrat d'amodiation avec la société D.F.S.Q. Mining Congo « D.M.C. » Sprl. Cette amodiation devait porter sur les droits miniers attachés aux P.E. 2592, 2593, 12 et 20.

Cependant, depuis la signature du contrat, aucune activité n'a été entreprise par l'amodiataire.

2. Aspects juridiques

2.1. Nature du contrat

Il s'agit d'une amodiation des droits miniers.

2.2. Validité du contrat

1°. Pouvoirs des signataires

Pour le compte de la SAKIMA (Amodiant), Monsieur Omer KYALINDA KABANDA, Président du Comité de Gestion Provisoire, a signé le contrat avec le Chargé des Questions Juridiques. Tandis que Monsieur Innocent BIOKO SINGA, Administrateur Gérant Statutaire, a signé le contrat pour le compte de DMC.

2°. Mode de sélection du partenaire

Il s'agit d'un marché de gré à gré.

3°. Autorisation de la tutelle

La Commission n'a été en possession d'aucune preuve d'autorisation de la tutelle.

4°. Eligibilité

D.M.C est une société de droit congolais, donc éligible aux droits miniers conformément à l'article 23 du Code Minier.

5°. Entrée en vigueur

Conformément à son article 21, le contrat d'amodiation entre en vigueur le 14/09/2006, date de sa signature, sans préjudice des dispositions relatives à l'enregistrement prévues à l'article 179 du Code Minier et à la prise de possession des lieux.

2.3. Obligations des parties

Les articles 4 et 12 du contrat énumèrent les obligations des parties, comme suit :

Pour SAKIMA :

- déposer la demande d'inscription du contrat d'amodiation au CAMI en vue de l'enregistrement dudit contrat ;
- réserver à l'amodiataire l'exclusivité de l'exploitation dans les carrés amodiés et à prendre les mesures qui s'imposent pour ne pas entraver le bon déroulement des travaux d'exploitation entrepris par l'amodiataire ;
- mettre à disposition les infrastructures, l'entrepôt de relais à Kindu.

Pour DMC :

- Assurer l'entretien des installations industrielles et autres dont il assume la gestion ;
- Payer les impôts, taxes et redevances y compris les droits superficiaires annuels dus à l'Etat ;
- Payer les droits d'enregistrement du présent contrat d'amodiation au CAMI ;
- Payer la rémunération due à l'amodiant.

Selon l'article 12 du contrat, les parties s'engagent à exécuter ce contrat de bonne foi conformément à l'article 33 du Code Civil congolais livre III

3. Aspects techniques

A ce jour, aucune activité n'est réalisée sur terrain.

4. Aspects financiers

L'article 8 prévoit la rémunération de la SAKIMA par le versement d'une redevance annuelle de 15% des recettes nettes d'exploitation avec un minimum de dollars américains deux cents quarante milles (USD 240.000) pour l'ensemble des Permis d'Exploitation concédés.

A compter de la quatrième année d'exploitation, la redevance sera égale à 20% des recettes nettes d'exploitation. Mensuellement, dollars américains vingt milles (USD 20.000) de redevance seront payés à compter de la prise de possession proprement dite. Les dispositions du contrat ne sont pas claires par rapport à la période prise en compte pour le paiement des loyers d'amodiation.

Des informations reçues de la SAKIMA, DMC n'a jamais payé ni les loyers d'amodiation ni les droits superficiaires.

5. Autres aspects

Rien n'est réalisé sur terrain par rapport aux actions sociales et par rapport aux obligations environnementales.

6. CONCLUSIONS

Après analyse de ce contrat, la Commission constate :

- le non commencement des travaux ;
- le non paiement des loyers d'amodiation ;
- le non payement des droits superficiaires ;
- l'absence d'enregistrement du contrat d'amodiation ;
- le gel des gisements.

Ainsi, la Commission recommande la résiliation de ce contrat.